

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 15 fr. 50.
 Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 Le numéro, 20 centimes.

INSERIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	81 90	Bourse	Baisse
3 0/0 amortiss. ..	83 50	» » » »	15
4 1/2 0/0 1883 ..	109 75	» » » »	05
Cons. anglais ..	100 1/4	» » » »	10
Italie	95 80	1/8	» » » »
Flor. autric. (or) ..	90 1/2	» » » »	20
Esp. Extr. nouv. ..	56 1/2	» » » »	1/4
Egyptien 6 0/0 ..	335 »	» » » »	3/8
Ch. Égyptiens ..	458 75	2 50	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	16 70	» » » »	» » » »
Banque ottomane ..	543 75	» » » »	3 75

DERNIER AVIS

Nous remercions Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, et les lecteurs de la Patrie qui nous ont envoyé aussitôt des demandes et des listes d'abonnements d'élections.

Tous ces abonnements sont exactement servis, et nous ne doutons pas de leur favorable influence sur le résultat que nous attendons prochainement.

Cependant, pour assurer davantage ce succès, nous prions de nouveau ceux de nos amis politiques qui ne l'auraient pas encore fait de nous envoyer sans retard les listes des personnes auxquelles ils désiraient faire servir LA PATRIE, au prix de propagande de

CINQ FRANCS

seulement par abonnement jusqu'à la fin de la période électorale.

C'est un dernier appel que nous adressons aussi à tous les conservateurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

PARIS, 15 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Le ministre de l'intérieur a envoyé aux préfets une dépêche circulaire dans laquelle il leur prescrit de ne tolérer sous aucun prétexte des réunions électorales sur la voie publique.

C'est sans doute le discours prononcé par M. Clémenceau à Draguignan, qui a déterminé M. Allain-Targé à prendre cette décision.

L'agence Havas nous communique la note suivante : Une dépêche de Londres, publiée par un journal du matin, annonce que M. Lagarde, commandant de la station française à Obok, vient d'arborer le drapeau de la France dans le port d'Ambo.

L'acte de M. Lagarde n'est que la conséquence et la sanction d'un décret rendu le 22 août dernier pour ratifier le traité qui consacrait notre protectorat sur Ambo.

Ce traité remonte à l'année dernière. Notre protectorat est également reconnu sur le port d'Ambo qu'il ne faut pas confondre avec le précédent.

Le nouveau roi d'Annam

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy la dépêche suivante :

Huê, 14 septembre.

Conformément aux vœux réitérés de la famille royale et du Comité, et avec l'autorisation du gouvernement français, un nouveau roi, M. Nhat, prince Chant-Mong, fils adoptif du Tu-Duc, a été installé solennellement à Huê aujourd'hui.

Il est entré dans son palais à huit heures du matin, suivi des princes du sang, du Comité et de la cour. La haie était formée par les troupes françaises et annamites. Les drapeaux des deux nations flottaient sur les miradors.

Le roi a témoigné fort dignement de son attachement à la France.

Il est âgé de vingt-trois ans. Son extérieur est agréable et a produit la meilleure impression sur les Français. Le rite annamite déterminera le nom qu'il prendra dans la dynastie.

Toutes les richesses artistiques recueillies et sauvegardées par l'armée française victorieuse, au moment de la prise de la capitale, ont été remises.

Le couronnement aura lieu le 19.

EXTÉRIEUR

Londres, 15 septembre.

On télégraphie de Berlin au Daily News de ce matin :

L'ambassade allemande fait de grands préparatifs.

Le renvoi des hommes de la réserve navale a été ajourné et des instructions ur-

gentes ont été envoyées aux marins allemands à l'étranger de se tenir prêts à être rappelés.

Rome, 15 septembre.

L'Official publie le bulletin du choléra; il y a eu dans toute l'Italie, depuis le 6 août jusqu'au 12 septembre, 146 cas et 86 décès.

Du 12 septembre à minuit au 13 même heure, l'on a constaté à Palerme et dans les environs 4 cas et 4 décès; dans la province de Parme, 17 cas et 5 décès.

L'Official publie aussi une ordonnance du ministre de l'intérieur imposant une quarantaine de 7 à 21 jours aux provenances de toute la Sicile arrivant dans l'Italie continentale et la même quarantaine aux provenances des ports contaminés ou suspects de l'Italie continentale arrivant en Sicile.

INFORMATIONS

On se rappelle qu'il fut nagère question du remplacement de M. Pascal Duprat à la légation de France, au Chili, par un ancien député opportuniste ayant toutes les chances possibles de n'être pas réélu.

Cette nouvelle, qui reposait sur des données sérieuses, causa un tel mécontentement dans le monde diplomatique que M. de Freycinet a modifié son plan : le successeur de feu M. Pascal Duprat sera, nous croyons pouvoir l'affirmer, choisi parmi les conseillers d'ambassade actuellement en fonctions.

Depuis trois mois, le contre-amiral Miot, commandant à Madagascar, ne cesse de réclamer des renforts. Il a déclaré à maintes reprises que, sans ces renforts, la situation actuelle menaçait de se prolonger indéfiniment sans aucun avantage pour la France.

Qu'a fait le gouvernement pour répondre à ces demandes, nous pourrions dire à ces avertissements réitérés ?

Il s'est borné à envoyer quelques officiers à Madagascar, et le 1^{er} octobre, 600 hommes de troupes s'embarqueront à Brest, sur un bâtiment du commerce frété par l'Etat.

Croit-on que ce soit avec de pareils renforts — qui suffiront à peine à combler les vides faits par la maladie, — que ce malheureux amiral Miot pourra réduire les Howas à la raison ?

A la suite de la conférence monétaire, le ministre des finances de France a fait dresser, après un long travail, la composition de la circulation monétaire de la France. Il résulte de cette enquête, à laquelle ont été employés plus de 20,000 comptables, que l'encaisse en numéraires s'élève à 17 millions 109,315 francs, dont 11,860,430 francs en pièces d'or de 20 et de 10 francs, et 5,248,883 francs en pièces d'argent.

Pour la France entière, l'or belge, italien, grec, suisse et austro-hongrois ressort à 1,229,300 francs; l'argent italien, belge, grec et suisse ressort à 1,509,000 francs.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Les bénéfices de la politique coloniale

Les feuilles officielles prétendent que, comme conséquence de l'expédition du Tong-King, l'Extrême-Orient et l'empire chinois, en particulier, vont être ouverts désormais sans partage à nos produits et à notre influence.

Les dernières nouvelles reçues de ces contrées sont loin cependant de confirmer ce pronostic.

Voici, en effet, comment s'exprime une correspondance adressée de Pékin à l'un des principaux journaux de Berlin :

« Le gouvernement chinois s'est enfin décidé à adopter une ligne de conduite en matière de chemins de fer.

« Il a passé un contrat avec un syndicat de Manchester pour la construction d'une ligne ferrée de Takou à Tong-Cheou (littoral de Petchili).

« Ce syndicat s'est chargé également de fournir le matériel et les voitures, le gouvernement chinois fournissant de son côté, le capital et la main d'œuvre.

« La conduite des travaux de construction ainsi que celle de l'exploitation resteront, bien entendu, entre les mains de la Société anglaise.

« Sans doute, l'emprunt de 100 millions pour la construction de chemins de fer, l'établissement de lignes télégraphiques, l'amélioration des voies commerciales, etc., que le gouvernement chinois négocie en ce moment avec de grandes maisons de banque allemandes, n'est pas étranger à ce projet. »

Ainsi, la Chine traite avec des industriels anglais pour l'établissement de ses chemins de fer; elle négocie, d'un autre côté, avec des maisons allemandes pour différentes opérations commerciales ou financières.

Pendant ce temps, la France sacrifie au Tong-King ses soldats et son argent en pure perte.

A elle tous les risques et tous les débours; aux nations rivales tous les avantages et tous les profits.

Voilà le résultat le plus clair de la politique coloniale pratiquée par nos hommes d'Etat républicains.

M. Clémenceau fait discours sur discours. Il se prodigue, il va partout : hier,

il était à Draguignan; aujourd'hui, il est à Toulon; demain, il sera à Dole.

Cette activité désespère les opportunistes.

Simple jalousie de métier. Ils ont eu leurs prophètes ambulants, mais ils ne voudraient pas que les radicaux eussent aussi les leurs.

Voici le Temps qui dénonce comme il l'aurait voulu, le discours prononcé par M. Clémenceau dans un kiosque de Draguignan : à la bonne heure! mais pourquoi M. Clémenceau n'aurait-il pas son kiosque? Gambetta eut bien son balcon.

C'est très bien de défendre de faire des discours au milieu des courants d'air; mais plus d'un ministre républicain en a prononcé. A cela, il est vrai, le Temps pourrait répondre que les paroles des ministres de la République sont faites pour être emportées par le vent.

Un dernier mot à l'Univers.

Il revient avec une obstination que rien ne peut lasser sur ses deux questions, qu'il formule ainsi :

« Nous avions demandé à la Patrie ce qu'elle pensait de l'exclusivisme avec lequel on a, dans le Gers, écarté toute candidature royaliste, et de la popularité du prince Jérôme dans les Côtes du Nord, où la Patrie prétend que les jérômistes sont sacrifiés. »

En ce qui concerne le Gers, que l'Univers interroge ses amis les royalistes : ils ont en mesure de lui répondre beaucoup mieux que nous que l'accord dans le Gers ne laisse rien à désirer.

Relativement aux Côtes-du-Nord, c'est par une malice assez maladroite que l'Univers fait intervenir ici « la popularité du prince Jérôme ». Il sait parfaitement que notre politique n'est pas celle du prince Napoléon, et que nous avons nettement et hautement refusé de le suivre lorsqu'il a manifesté l'intention de se rapprocher des radicaux.

En feignant de l'ignorer, l'Univers fait tout simplement acte de mauvaise foi : ce qui ne nous étonne pas de sa part.

EN ESPAGNE

Les agissements des factions républicaines commencent à porter leur fruit. Le régime, grâce aux menées des révolutionnaires, un commencement d'agitation dans quelques parties de la province, particulièrement à Cadix et à Carthagène, ces deux foyers révolutionnaires où les sinistres *descamisados* ont toujours leur quartier-général. Est-ce à dire que la royauté soit en péril et que le gouvernement doive redouter une sériente tentative révolutionnaire, une *pro-nunciamento* militaire ou maritime? Non.

Et d'abord, rien n'est venu confirmer le bruit d'une révolte de l'escadre de la Méditerranée, et il est faux qu'un complot républicain ait éclaté dans la région de Girona. Comme Girona n'est pas loin de la frontière française, si le fait était vrai, on aurait des renseignements précis.

La situation est cependant d'une certaine gravité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. A l'intérieur, parce que les ennemis de la monarchie exploitent les embarras du gouvernement en excitant les susceptibilités nationales; à l'extérieur, parce que l'Angleterre, qui s'est abstenue de prendre parti pour aucune des nations intéressées, semble maintenant appuyer l'Allemagne. Voici, en effet, ce que nous apprend une dépêche de Madrid :

« L'Angleterre semble vouloir s'immiscer dans l'affaire des Carolines. »

« Une communication dans ce sens aurait été faite aujourd'hui au cabinet de Madrid. »

Une seconde dépêche, publiée par le Figaro, est plus précise. La voici :

« L'Allemagne paraît avoir sollicité, depuis l'incident des Carolines, l'appui de l'Angleterre, qu'elle avait demandé déjà, lors de l'origine première du débat en 1875. D'après une source que je certifie sûre, elle l'a obtenu. »

Nous aurons à revenir sur les causes qui ont amené l'Angleterre à se déclarer pour l'Allemagne.

En ce qui concerne les troubles intérieurs que les républicains de France appellent de tous leurs vœux, avec plus de haine que de patriotisme et de raison, ils ne paraissent pas à craindre.

Le gouvernement prend toutes les mesures pour réprimer les troubles qui se pourraient produire ou que l'on tenterait de faire naître.

Il peut y avoir un certain mécontentement dans l'armée, et surtout dans la marine, à cause de la situation qui a été faite aux officiers en station à Yap; mais de là à une révolte il y a, Dieu merci, un abîme à franchir, et à moins de quelques grosses fautes de la part du ministère, le danger n'est pas aussi imminent qu'on veut le faire croire.

A Madrid, c'est le général Pavía qui commande l'armée, et ce nom dit tout. A la vérité, les républicains cherchent à attirer à eux l'auteur du coup d'Etat alphonse; mais c'est peine perdue, et le gouvernement compte sur lui avec raison, comme lui-même compte sur ses soldats.

L'écueil à franchir de ce côté, c'est la journée de la réparation au drapeau allemand. Cette réparation sera publique, solennelle. Le gouvernement fera sauter le drapeau allemand, afin que puisse

commencer franchement l'arrangement diplomatique.

Les factieux et les chauvins feront-ils une manifestation antiallemande? On s'y attend un peu, mais le gouvernement déploiera un tel appareil militaire que tout désordre sera vite réprimé.

Les Espagnols trouvent excessive cette réparation; ils oublient avec quelle légitime indignation ils ont réclamé contre l'insulte faite à leur roi par les républicains français.

Ils ont demandé une réparation; on la leur devait; elle a été faite; pourquoi ne veulent-ils pas que l'Allemagne soit aussi susceptible que l'Espagne et que le gouvernement du roi don Alphonse se montre aussi juste que le gouvernement de la République française?

Quelles raisons ont amené l'Angleterre à prendre parti pour l'Allemagne? Ces raisons sont de deux sortes :

Tout d'abord, l'Angleterre tient à faire oublier son dissentiment avec l'Allemagne; après s'être inclinée devant M. de Bismarck, le cabinet anglais tient à se réconcilier avec le cabinet allemand, et il a saisi avec empressement l'occasion de l'incident des Carolines pour arriver à son but, sans avoir l'air de la chercher.

D'autre part, l'Angleterre a éprouvé bien des déceptions, bien des froissements de la part du cabinet espagnol dans plus d'une question économique; et comme l'Angleterre ne pardonne jamais ce genre d'opposition, elle se venge aujourd'hui.

L'histoire de l'Angleterre est pleine de faits de ce genre.

Quel que soit l'argument invoqué par l'Angleterre pour expliquer sa nouvelle attitude, cette attitude, il faut bien le reconnaître, n'est pas faite pour éclaircir la situation.

Dès le principe, nous avons dit que l'Allemagne avait eu les premiers torts, en voulant prendre possession des Carolines, sans tenir compte du traité de Vienne, et que les Espagnols avaient commis une sottise en déchirant le drapeau allemand. Notre opinion reste la même; mais les torts de l'Allemagne paraissent moins grands, en ce sens qu'ils sont la conséquence de la coupable apathie du cabinet espagnol. Voici, en effet, que d'après une correspondance du Figaro, il y a dix ans, que le gouvernement allemand a fait remarquer au premier gouvernement du roi la situation anormale des Carolines qui n'étaient, de par aucun traité, sous le protectorat d'aucune nation. C'était alors qu'il eût fallu régler la situation, et alors, le conflit actuel ne se fût pas produit.

Nous continuons à espérer que malgré la gravité de la situation, tout s'arrangera, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur; mais nous estimons qu'il faudra une énergie, une habileté prodigieuses au cabinet pour vaincre toutes les difficultés : tâche ardue, pour l'accomplissement de laquelle la convocation des Cortes sera probablement nécessaire.

En terminant, nous ferons des vœux pour que l'Espagne sorte enfin de ces crises continuelles, afin que le jeune roi, puisse poursuivre l'œuvre de relèvement qu'il a si vigoureusement commencée pour assurer le bonheur de son pays!

Entre deux verres de vin

M. Allain Targé, ministre de l'intérieur, s'est fait offrir hier un banquet au Grand-Orient, sous prétexte de rendre compte de son mandat de député.

Il y a des députés qui rendent très bien compte de leur mandat dans une simple réunion où l'on ne boit ni ne mange. Mais M. Allain Targé est d'une autre école.

C'est donc après avoir suffisamment diné que ce ministre de l'intérieur a pris la parole, pour annoncer aux convives qu'il entourait qu'il se sentait bien, et que, par conséquent, tout allait à merveille.

Quand Allain a bien bu, la France doit être ivre.

Au reste, ce qu'il a dit, le verre à la main, ne signifie pas grand-chose. Il a déclaré que, comme député, il était content de lui, et que, comme ministre, il avait sa propre confiance.

Entrant dans les détails, il a répété quelques-unes des balivernes accoutumées sur les charmes du gouvernement républicain.

Comme programme, il a fait de son mieux pour en montrer un; mais il paraît s'y être quelque peu embrouillé.

Autant qu'on en a pu juger, M. Allain-Targé semble vouloir continuer la politique coloniale, tout en la blâmant; il veut aussi des élections libres, tout en faisant de la pression électorale; d'autre part, il cherche le moyen de séparer l'Eglise de l'Etat sans effectuer cette séparation.

Un vrai programme opportuniste d'après dîner!

Savourez seulement ce passage du discours ministériel :

Pour la liberté, nous ne laisserons en jouir. Je tiens beaucoup à ce qu'il n'en soit pas ainsi et à ce que tous les vœux soient faits. De sorte que nos braves paysans des pays réfractaires encore soient bien éclairés sur les desseins de ces prétendus conservateurs, et qu'il soit bien établi que tous ces prétendus financiers, hommes d'ordre et d'économie, sont une coalition de royalistes et de bonapartistes, qui sont des perturbateurs des ennemis de la Constitution et qu'ils sont en insurrection contre le régime du pays.

Et, d'ailleurs, qu'on le sache bien, si la comédie de conspiration qu'il se cache derrière la propagande électorale était prise un peu trop au sérieux par ceux qui la jouent, et s'ils trouvaient quelqu'un pour remplir le rôle de prétendant, soyez bien certains,

et vous me connaissez assez, que je n'hésiterai pas une minute à engager ma responsabilité à user des droits de défense qui appartiennent à tout gouvernement, et que je ferai respecter le territoire de la République.

M. Allain-Targé menaçant d'expulser les princes!

Nous avons déjà vu se produire deux ou trois fois ces menaces, et nous en avons toujours ri.

Les républicains n'expulseront personne : ils n'oseraient pas.

TROIS ÉLECTIONS

Nous avons enregistré hier, sans commentaires, les trois élections qui ont eu lieu dimanche, et toutes trois favorables au parti conservateur. Ce triple incident vaut cependant qu'on s'y arrête.

A Marseille, il s'agissait de conseillers municipaux à élire, en remplacement de MM. Métais et Hugues, républicains démissionnaires très en vue.

Les républicains ont été battus.

A Nantes, l'élection avait un caractère plus politique. Il s'agissait d'un conseiller général pour le canton de Clisson.

Les conservateurs avaient deux candidats, ce qui était une faute. Les républicains, plus avisés, n'en avaient qu'un.

Cependant, M. de Lavergne, candidat conservateur, a réuni 1463 voix contre 805 données à son adversaire républicain; ce qui, joint aux 501 données au second conservateur, produit un total de 2,268 voix : c'est près du triple des voix acquies à la République.

Ces résultats, obtenus dans deux départements si éloignés l'un de l'autre et si différents par le tempérament de leur population respective, sont, selon nous, bien significatifs. Cela est si vrai que le gouvernement s'en est vivement ému et que des explications ont été demandées, par dépêches, aux préfets des Bouches-du-Rhône et de la Loire-Inférieure, par M. Allain-Targé, qui semble persuadé que le télégraphe a fait erreur.

Nous ne voulons pas triompher outre mesure de ces faits, si symptomatiques qu'ils puissent nous paraître; mais nous en tirerons cette conclusion, émise par nous bien des fois et que nous ne nous lasserons pas de répéter : que les conservateurs ne doivent jamais perdre courage, et que leur devoir est de ne jamais désertir la lutte.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE. — C'est aujourd'hui que devait être publiée la liste des candidats conservateurs du département de la Seine. Certains points restant encore à régler, on a dû retarder de vingt-quatre heures la publication de cette liste, que M. Denys Cochin fera connaître demain à la réunion privée qui aura lieu au Cirque d'Hiver.

VIENNE. — Voici la liste des candidats conservateurs :

MM. G. de Soubeyran, conseiller général, député sortant.

Gusman Serph, conseiller général, député sortant.

A. Pain, conseiller général, député sortant.

Louis Lecointre, conseiller général.

Adrien Creuzé, conseiller général.

Cette liste répond complètement à la pensée du département de la Vienne; il suffit, du reste, pour s'en rendre compte, de voir les noms des trois députés conservateurs sortants.

Aussi les républicains eux-mêmes ne se font-ils aucune illusion. C'est en vain qu'ils cherchent, comme on va le voir, quelque combinaison pour continuer la lutte, ils croient parfaitement d'avance au succès de la liste conservatrice.

On sait que MM. Brisson et Allain-Targé passent le plus clair de leur temps à crier que les élections seront libres, comme s'il pouvait en être autrement, qu'un jour ou l'autre, à leurs promesses; on sait, d'autre part, que le ministre des finances, à l'imitation de ses collègues, a envoyé une circulaire aux agents et fonctionnaires de son département ministériel, pour leur interdire de prendre part à la lutte électorale : nous avons cru et dit que ces circulaires n'étaient faites que pour tromper le public, et que les fonctionnaires savaient qu'ils ne les devaient pas prendre au sérieux.

En effet, une réunion électorale opportuniste avait lieu, le 7 septembre, dans les bureaux du journal l'Accen.

Or, au milieu des délégués républicains et prenant part à leurs discussions, se trouvait le trésorier payeur général de la Vienne, M. Brun-Prélong.

Et l'on ne peut pas dire qu'il s'était laissé emporter par son zèle sans y être autorisé; il ne faut pas croire qu'en désobéissant à la circulaire de M. Sadi-Carnot, il s'exposait à être réprimandé ou puni. Il ne faisait, au contraire, que se conformer aux désirs et même sans doute aux instructions particulières de son ministère.

La preuve, c'est qu'il ne s'était point rendu seul à la réunion du comité électoral des opportunistes.

Mais il y était accompagné par M. Héral.

Et M. Héral est son supérieur hiérarchique, le sous-secrétaire du ministère des finances.

C'est le Journal de la Vienne qui révèle ce fait très significatif. Notre confrère conclut d'ailleurs en ces termes :

« M. Brun-Prélong peut s'agiter, le comité électoral opportuniste peut redoubler d'efforts, le courant de révolte contre la politique désastreuse des opportunistes

tes est si grand, si vil, que rien ne pourra lui résister.

Le bulletin de vote à la main, les électeurs exaspérés balanceront le 4 octobre les Bazilles, les Demarcay, les Nivert et autres néophytes opportunistes. »

Comme on l'a dit plus haut, ce balayage n'est pas douteux.

FINISTÈRE. — Les royalistes du Finistère ont pu rompre l'union conservatrice, parce qu'ayant Mgr Freppel pour tête de liste, ils sont moralement sûrs de passer à la remorque de ce nom considérable. Se présenter au pays, tout seuls, comme royalistes et sans le secours tout-puissant de Mgr Freppel, ils n'y ont pas songé un instant et n'y pouvaient songer.

les blessés du Tong-King, par Mme la princesse Czartoryska et les dames patronesses de la Société de secours aux blessés.

Le prince de Monaco vient de faire réunir dans son palais toutes les archives appartenant à sa famille, qui étaient disséminées dans ses différentes résidences. Beaucoup de ces archives se rapportent aux trois illustres maisons : Grimaldi, Mafignon et Mazarin, dont le prince est l'héritier et le représentant.

Ces pièces précieuses comprennent : les relations des souverains de Monaco avec l'Italie, la France et l'Espagne, depuis le quinzième jusqu'au dix-septième siècle ; la correspondance du maréchal Jacques de Matignon, gouverneur de la Normandie pour le roi Charles IX ; le même qui refusa, par une lettre fameuse adressée de son palais de Thorigny-sur-Vire à la reine Catherine de Médicis, de faire massacrer les protestants dans son gouvernement, et l'une des figures les plus remarquables du seizième siècle.

Dans les archives de Mazarin se trouvent des documents inédits sur notre histoire nationale, notamment le trésor des chartes du comte de Rethel, avec les actes et les titres féodaux des anciens comtes, depuis le douzième siècle jusqu'au quinzième.

Toutes ces pièces sont des plus précieuses pour l'histoire du nord de la France.

Nous avons publié hier la lettre de Mme de Bouteiller mère, lettre de laquelle il résulte clairement que M. de Bouteiller est mort chrétien.

La Justice, revenant sur cette question, affirme de nouveau que le conseiller municipal est mort en libre-penseur et a été enterré civilement, sur sa volonté expresse.

Le *Gaulois* donne aujourd'hui de nouveaux détails fournis par Mme de Bouteiller mère, qui met à néant les affirmations intéressées de la Justice. M. de Bouteiller a reçu, sur sa demande, les sacrements de l'Eglise, et c'est en forçant la main à la bru que les libres-penseurs sont parvenus à arracher à cette malheureuse femme affolée un : « Faites ce que vous voudrez ! »

Tablettes matrimoniales : Le duc de Chartres, qui avait quitté Paris vendredi soir avec sa famille, est arrivé hier matin à dix heures trente à Copenhague.

Il a été reçu à la gare par plusieurs notabilités, et une foule nombreuse a acclamé le prince Waldemar et sa jeune fiancée.

Le colonel Hoskjar, attaché spécialement à la personne du duc de Chartres pendant son séjour à Fredensborg, a présenté ses hommages, et après un arrêt de dix minutes, le train a repris sa marche vers Fredensborg, où il arrivait à midi et demi.

Le roi et la reine de Danemark, entourés de leur famille : le prince royal et la princesse royale, l'empereur et l'impératrice de Russie, le roi de Grèce, le prince et la princesse de Galles, et la duchesse de Cumberland attendaient les princes à la gare de Fredensborg. La reine Louise a pressé dans ses bras la jeune belle-fille, la princesse Marie. La bienvenue échangée, le cortège royal s'est mis en marche vers le château de Fredensborg.

Sur tout le parcours de la gare au château, des jeunes filles vêtues de blanc étaient des bouquets et des fleurs dans les voitures de la Cour. La princesse Marie paraissait très émue de ce gracieux hommage.

Au diner de gala qui a eu lieu le soir, le roi de Danemark, l'empereur de Russie, le roi de Grèce, le prince de Galles et les autres princes étaient en habit noir et portaient les insignes de la Jarretière. Après un toast porté par S. M. le roi Christian IX, la musique royale, massée dans le parc, a exécuté l'hymne : *Good save the prince of Wales!*

Les Petites affiches d'hier annoncent la prochaine mise en vente, dans le Finistère, de la propriété dite l'Enclos des Capucins, sis près de la ville de Roscoff. Cette propriété s'étend, dit l'annonce, le figuier si connu et planté à la fondation du couvent des Capucins de Roscoff, laquelle date de 1621. Cet arbre peut couvrir deux cents personnes de son ombre ; il couvre une superficie de 424 mètres carrés de terrain environ.

On annonce la mort de M. Joseph Beaume, peintre d'histoire. M. Beaume, né à Marseille, avait révélé dès sa première jeunesse de remarquables dispositions pour le dessin. Admis bientôt à l'atelier de Gros, il a obtenu, en 1825, la seconde médaille, la première en 1827 et la croix en 1836. Sous le règne de Louis-Philippe, il a été chargé par le gouvernement d'exécuter d'importants tableaux de bataille qui figurent au musée de Versailles.

M. Joseph Beaume était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Le *Gaulois* raconte une lugubre histoire, qui ne pourra pas servir de recommandation à Ferry le Tonkinois auprès des électeurs.

Nous avons annoncé, il y a quelques mois, le suicide d'un jeune lieutenant d'infanterie de marine, qu'on avait ramené du Tong-King dans un état désespéré, et qui avait été sauvé, grâce aux soins de son père, M. Maréchal, professeur au lycée Condorcet, et des plus distingués de l'Université. A l'expiration de son congé de convalescence, le jeune officier avait rejoint son corps à Brest, et le jour même de son arrivée, il se brûlait la cervelle dans un accès d'aliénation mentale. Son père tomba malade de désespoir, et nous apprenons qu'il vient de succomber hier matin à la suite de longues et cruelles souffrances.

Une de nos lecteurs, qui voyage en ce moment en Pologne, a eu, paraît-il, la bonne fortune (sic) de rencontrer aux environs de Varsovie la célèbre Jane Blain, et il a fait subir à cette fille un *interview* qu'il a bien voulu nous envoyer.

Aussi intéressants que puissent paraître les souvenirs de l'ancienne compagne de Marchandon, sur ses relations avec « ce pauvre Charles », moissonné à la fleur

de l'âge sur la place de la Roquette, nous ne croyons pas utile de les reproduire ; pas plus que nous ne voulons parler de cette fameuse affaire de la rue Duphot, à laquelle notre correspondant fait allusion.

Nous avons donné la lettre dans laquelle Jane Blain prouve que c'est un sosie — et non elle — à qui on a fait jouer le rôle que l'on connaît. Nos lecteurs sont donc suffisamment édifiés à ce sujet, et il serait superflu d'y revenir.

Nous en concluons cependant que l'ex-châtelaine de la rue Saint-Joseph, à Compiegne, qui soi-disant est allée chercher dans des contrées lointaines le silence et l'oubli, ne se fait pas trop tirer l'oreille pour s'épancher dans le sein d'un compatriote, pour peu qu'on l'en prie, et qu'elle ne serait pas éloignée de publier ses Mémoires à l'occasion.

Les Mémoires de Jane Blain... quelle fortune pour un éditeur !

M. HERVÉ A LA SALLE LÉVIS

Notre éminent confrère M. Edouard Hervé, directeur du *Soleil*, a pris la parole, hier, dans une réunion privée tenue à la salle Lévis, aux Batignolles.

Cette réunion, organisée par le comité conservateur du dix-septième arrondissement, était présidée par M. Calla, député de la Seine.

L'honorable député a ouvert la séance en annonçant que cette réunion n'était que le prélude de l'action des conservateurs, lesquels ont conscience de leur devoir et de leur dignité.

M. Calla a rappelé que lorsqu'il ne faisait que débiter dans la vie politique, M. Hervé était déjà au premier rang par son savoir et par son caractère, au premier rang dans les lettres, dans la presse et dans la vie publique.

Au moment où la bataille des programmes va s'ouvrir, M. Calla donne l'assurance que les conservateurs se présenteront au front haut. Il félicite ses amis de faire trêve aux discussions politiques et réclame pour eux la mission d'étudier les questions sociales. Il est bon que le peuple sache tout l'intérêt qu'il a pour les conservateurs.

M. Hervé remercie l'honorable député qui a mis son talent au service de la bonne cause, de la justice et de la liberté, en portant aux conservateurs, dans toutes les régions de la France, des paroles de concorde et de discipline. Il aborde ensuite le sujet qu'il a à traiter et qui se compose de deux questions : les droits d'octroi et les petits logements.

Les droits d'octroi sont pour l'œuvre une des causes de la cherté des vivres.

Par un clair exposé de chiffres, il prouve qu'à Paris ces droits frappent chaque individu, sans qu'il s'en doute, d'une contribution de 65 francs soit 325 francs pour une famille de cinq personnes. C'est un impôt effrayant pour les petites bourses, impôt très lourd, très mauvais, mais aussi très difficile à remplacer. Lorsqu'il était conseiller municipal, on posa la question de la suppression des droits d'octroi à M. Hervé.

Il fit observer qu'on ne pouvait renoncer à un produit qui est annuellement de 240 millions pour Paris sans avoir une autre recette à mettre à la place.

Cette recette, M. Hervé estime qu'on pourra la trouver. Il rappelle que, récemment, à la Chambre des députés, MM. Lebaudy et Germain ont proposé de doubler les droits sur l'alcool, et de consacrer à des dégrèvements cette ressource nouvelle évaluée par eux à 225 millions. Tout en combattant le projet, M. Sadi-Carnot n'a pas contesté ce chiffre de 225 millions.

Si on y ajoutait les 30 millions fournis par les droits protectionnistes récemment votés, M. Hervé entreverrait la possibilité de faire disparaître les droits d'octroi qui s'élèvent à 275 millions pour toute la France. Mais il est à craindre que comme celui de la réduction de la rente, le profit des nouveaux droits sur l'alcool, s'il était voté, ne soit employé à tout autre chose qu'à des dégrèvements et ne serve qu'à créer de nouvelles places et de nouvelles sinécures. C'est aux électeurs de veiller à ce que ces recettes soient affectées au passage et appliquées à la suppression des droits d'octroi.

Passant à l'étude de la seconde question, celle des petits logements d'ouvriers, M. Hervé a parlé des résultats obtenus à Mulhouse, à Lille et autres grandes villes de France et de l'étranger qui se sont préoccupés du bien-être des classes ouvrières sous ce rapport. A Londres surtout, où la condition des ouvriers était, il y a trente ans, plus mauvaise qu'à Paris, la question avait été abordée par le prince Albert. Depuis, M. Peabody ayant fait une série de donations et un legs s'élevant à douze millions, on songea d'abord à employer cette somme à fonder un hôpital ; puis, on résolut de l'appliquer à la création de logements d'ouvriers, loués à très bas prix, et d'en consacrer le revenu à de nouvelles constructions du même genre.

En 1883, le gouvernement et les Chambres sont intervenus, sur l'initiative du marquis de Salisbury, chef du parti conservateur. Le parti libéral Gladstone oublia les divisions politiques devant une question sociale d'une telle gravité. Sir Charles Dilke siégea dans la commission des logements d'ouvriers à côté du marquis de Salisbury, et, pendant deux ans, libéraux et conservateurs travaillèrent de concert. Vingt mille logements, pouvant contenir cent mille ouvriers, ont été créés, les uns au centre de la ville, les autres au dehors. Le prix du logement est combiné de façon à représenter le sixième du salaire de l'ouvrier et est exigible chaque semaine, afin d'en rendre l'acquisition moins lourde.

A Paris, où certains quartiers ouvriers sont dans des conditions d'hygiène des plus défectueuses on en est encore à l'étude de cette question. Il a bien été fait un premier essai à Auteuil, mais il s'agissait de maisons bourgeoises. La même Société se propose de construire à Ivry, près de la gare d'Orléans, de plus petits logements. Mais le but n'est pas encore atteint. L'ouvrier sera l'objet de grandes libéralités comme les hospices en ont reçu des familles de la Rochefoucauld et Cochin, et qu'il ne sera pas besoin de recourir à la loterie comme le lui proposait dernièrement M. Nadaud de Buffon.

Cette œuvre pourrait aussi trouver un secours puissant dans la garantie d'intérêt que la ville de Paris pourrait donner aux Sociétés propriétaires d'immeubles destinés aux ouvriers. M. Gamard avait préparé un projet de traité dans ce sens, mais il n'a pas abouti.

M. Hervé parle aussi d'une Compagnie qui a cherché les moyens de rendre les ouvriers propriétaires du logement qu'ils occupent.

ont occupé moyennant une certaine annuité.

Cette Société, qui s'est créée à Bordeaux sous le nom de *Domus*, fonctionne à Paris. L'innovation consiste dans l'institution d'une prime d'assurance qui, jointe à l'annuité, assure, en cas de décès du locataire, le titre de propriété à sa famille.

Il se produit donc de tous côtés un mouvement en faveur de la solution de la question.

M. Hervé émet l'avis qu'on semble dénier aux conservateurs le droit de s'occuper de questions sociales. En quoi, cependant, sont-ils infidèles à leurs traditions, qui sont les traditions chrétiennes ? N'est-ce pas le christianisme qui a mis ces idées-là dans le monde ?

Ceux qui font de la philanthropie font, d'après l'orateur, du christianisme sans le savoir.

C'est d'écarter bien le rôle des conservateurs, ajoute-t-il en terminant, de rechercher tous les moyens possibles d'adoucir les souffrances du plus grand nombre. Mais sur ce terrain, toutes les bonnes volontés doivent être accueillies, et tous les hommes de bien peuvent s'unir dans une passion commune pour ce Paris qui est la seconde patrie de tout homme intelligent et surtout la deuxième patrie de tous les Français.

Cette éloquentة péroraison a été couverte, comme tout le discours d'ailleurs, des chaleureux applaudissements de l'assemblée. Ils ont dû être d'autant plus sensibles à M. Hervé, que ce vaillant défenseur des principes sociaux, ce brillant économiste, a évité soigneusement de s'engager sur le terrain politique et s'est abstenu de toutes récriminations contre le gouvernement actuel ou les gouvernements précédents, récriminations qui rendent souvent le succès facile.

Nous ne partageons pas toutes les idées de l'éminent directeur du *Soleil*, mais nous ne perdons jamais l'occasion de reconnaître les qualités sérieuses de notre sympathique confrère et excellent ami. Aussi, accueillons-nous l'espoir exprimé par M. Calla, en clôture de la séance, de voir le nom de M. Hervé, dont l'absence au conseil municipal est vivement regrettée, figurer sur la liste conservatrice pour l'élection des députés. Son envoi à la Chambre sera, comme l'a fort bien dit M. Calla, une réparation.

EN ANNAM

Nous avons donné hier la réponse officielle du gouvernement français à la question, posée par le *Gaulois*, sur la mission confidentielle de M. le lieutenant Drouillard.

De cette réponse, il résulterait que cet officier était seulement chargé d'apporter le courrier du Tong-King, mais qu'il n'était chargé d'aucune autre mission.

La *National* publie, à ce sujet, les renseignements suivants, dont nous lui laissons toute la responsabilité :

L'objet de la mission confiée à M. le lieutenant Drouillard est d'un caractère tout spécial et d'ordre purement administratif. Il a été chargé de donner au général Campon des renseignements précis et détaillés sur les causes réelles des événements dont Hué a été le théâtre au commencement du mois de juillet dernier.

Nous ne pouvons pas fournir le détail des instructions données par le commandant en chef du corps du Tong-King à M. Drouillard, mais ce que nous pouvons dire, c'est que l'officier d'ordonnance du général de Courcy est chargé d'éclairer la religion du ministre de la guerre sur les actes de certains prédecessors du général de Courcy à la tête du corps expéditionnaire.

Ces actes seraient, paraît-il, d'une certaine gravité.

Comment ! voilà ce qu'on appelle une mission d'un caractère d'ordre administratif ! Il nous semble que c'est donner au mot une extension singulièrement élastique, puisqu'il s'agit de faits militaires.

Nous voyons, nous, dans la réponse du gouvernement, un démenti électoral ; on ne veut pas que le public connaisse la vérité, qui très probablement serait de nature à faire comprendre aux électeurs que la situation est loin d'être belle, et que la continuation de la guerre est certaine, ce que prouve d'ailleurs la dépêche suivante adressée à un de nos confrères du matin :

Hanoï, le 15 juillet.

Le général de Courcy est en train de faire un petit nettoyage à Hué, où sa présence est nécessaire pour mettre tous les magots à la raison.

Avant le 15 octobre, on ne peut songer à faire bouger un homme ou un cheval. Mais vous pouvez être certain qu'à ce moment-là, nous recommencerons, non avec la Chine officiellement, mais avec les Chinois déguisés en Pavillons de couleurs variées. Ils font des travaux énormes et se fortifient dans les deux directions de Lang-Son et du Fleuve Rouge.

Je crois fermement à l'envoi de la division de réserve qui est certainement demandée à l'heure qu'il est. Cette division sera indispensable pour le Tan-Hoa et l'Annam. Les 3,000 hommes qui sont à Hué sont indispensables ici.

Nous avons publié hier la dépêche suivante envoyée par l'agence Havas :

Chan-Mong a été proclamé roi d'Annam. Le nouveau souverain a fait aujourd'hui son entrée au palais, qui a été saluée par vingt et un coups de canon. Le drapeau annamite a été hissé sur le palais ; Chan-Mong sera couronné le 19.

Il importe de rapprocher cette dépêche de celle-ci que le 15 juillet le général de Courcy adressait au gouvernement :

Les princes du sang sont rentrés ; la famille royale a désigné comme seul régent jusqu'au retour du roi, Tho-Nan, oncle de Tu-Duc ; le com-mat ou conseil des ministres a été réformé avec des mandataires qui ne nous sont pas hostiles ; de hauts fonctionnaires pris parmi nos partisans leur sont adjoints ; Tuyet n'a que 1,500 hommes avec lui ; une proclamation prescrite à tous les gouvernements d'avoir à rétablir la tranquillité ; puis les rebelles et aider l'armée française par tous les moyens.

Tout cet échafaudage s'est écroulé. Aujourd'hui le général de Courcy s'aperçoit que les princes pacifistes avec le jeune roi en fuite, qu'aucune promesse n'a décidée à venir reprendre sa place à Hué ; que le vieux régent le trompait d'accord avec les ministres qui l'entouraient ; que les mandarins, au lieu de rétablir la tranquillité, ont soulevé les provinces qu'ils gouvernaient ; et qu'enfin Tuyet a autour de lui une véritable armée que les troupes venues du Tong-King — deux brigades — ne sont pas suffisantes à contenir.

La mesure prise par le général de Courcy sera-t-elle plus efficace que celle

des dont il était question dans le télégramme du 15 juillet ? On voudrait l'espérer ; malheureusement, c'est le contraire qui est à craindre.

En effet, il y aura deux rois de Hué ; celui des partisans de l'occupation étrangère, peu nombreux, hélas ! et le roi national indépendant.

C'est une complication de plus, et nous voilà loin de la mise à exécution des projets d'organisation révisés à Paris et que le général de Courcy n'approuve pas.

LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

Le *Gaulois* a reçu la dépêche suivante :

Madrid, 14 septembre, 7 h. 15 soir.

La situation ne s'est pas modifiée ; le pays redoute un mouvement de la population ni tentative révolutionnaire de la part des cercles républicains, où l'on sait pertinemment qu'aucun général n'a autant de prestige dans l'armée que le roi. Celle-ci est restée loyale dans toute la péninsule, bien qu'elle ait sympathisé partout avec les déclamations patriotiques de la foule.

J'ai visité les quartiers pauvres où se trouvent les éléments turbulents de la population. On a fait des reliques avec les débris à moitié carbonisés de la lampe et de l'écusson de la Légation allemande. Certains de ces morceaux de bois ont été montés sur satin blanc avec des inscriptions dessus. On en fait un commerce florissant, et assurément la masse de débris vendus suffirait pour une charrette d'écussions.

Un journal d'Alcoy dit que, pendant la nuit du 7, le drapeau et l'écusson du vice-consulat d'Allemagne à Alcoa (province d'Alcala) ont été arrachés. L'événement a été vivement brisé sur la place du Marché. Les auteurs de cet attentat n'ont pas été découverts. Une enquête a lieu. M. de Solms a adressé au cabinet une nouvelle protestation à la suite de l'enlèvement de la lampe et de l'écusson du consulat d'Alcoa.

Voici les dépêches qui nous sont parvenues aujourd'hui :

Berlin, 14 septembre.

On dit que la Note du gouvernement espagnol, remise aujourd'hui par le comte de Benomar au ministère des affaires étrangères.

Madrid, 14 septembre, 7 h. 15, soir.

Les journaux ministériels voient dans la note de Vazlin du 31 août la reconnaissance de la propriété exclusive de l'Espagne sur les Carolines.

Londres, 15 septembre.

Le correspondant madrilène du *Times* télégraphie :

Il n'a été impossible d'obtenir confirmation du bruit que l'Angleterre se serait immiscée dans la question des Carolines, au moyen d'une note adressée à l'Espagne, soutenant les droits de l'Allemagne et insistant sur la nécessité d'un arbitrage.

Madrid, 14 septembre, 11 h. matin.

L'*Imparcial* dit que le télégramme de Madrid, adressé au *Times*, annonçant que le capitaine du vapeur *San-Quintin* mouillé à Yap avait tiré un coup de revolver sur le commandant de l'île de Yap qui voulait ordonner à l'équipage de faire feu sur la canonnière allemande, est de pure imagination.

Le même journal reproche à la presse ministérielle allemande de prendre un ton de protection vis-à-vis les institutions espagnoles dans le but de diviser les journaux de la péninsule.

Il constate que le cabinet de Berlin persiste à vouloir discuter les droits de souveraineté de l'Espagne sur les Carolines, tandis que le gouvernement de Madrid se refuse à admettre une semblable discussion.

L'*Imparcial* conseille de ne pas cesser les mesures de défense nationale.

Londres, 15 septembre.

On mande de Madrid au *Standard*, le 14 : Si l'Espagne persiste à rejeter toute proposition d'arbitrage, si les cabinets de Berlin et de Madrid n'arrivent pas à un accord satisfaisant dans la question des Carolines, il n'est pas impossible que l'Allemagne se décide, sous peu, à pressentir les dispositions des puissances européennes et des Etats-Unis, en vue d'une convocation, à bref délai, soit à Vienne, soit à Paris, d'une conférence qui aurait à déterminer des règles et procéder à l'acquisition ou à l'occupation d'îles et de territoires dans l'Océan Pacifique entre l'Asie, l'Australie et l'Amérique sur des bases similaires à celles qui ont été adoptées à Berlin, pour l'Afrique équatoriale.

Il est bon de rappeler que le traité de Vienne a réglé cette question, et que c'est pour n'avoir pas observé les dispositions dont s'agit que l'Allemagne a été blâmée dans l'affaire de Yap.

JOURNAUX ET REVUES

On lit dans la correspondance, si remarquablement faite, du *Figaro* sur les affaires hispano-allemandes :

Il y a dix ans, notez-le bien, dix, que le ministre des affaires étrangères d'Allemagne fit remarquer au premier gouvernement du roi la situation anormale des Carolines. Le cabinet d'Espagne à Hong-Kong avait eu des difficultés avec un navire allemand, et M. de Hatzfeldt demanda une explication, faisant remarquer que les îles Carolines n'étaient, de par aucun traité, sous le protectorat d'aucune nation. La réclamation fut archivée dans le tiroir de M. de Castro, ministre d'Etat de l'époque.

Cela n'a pas empêché un *gobernadorcillo* (petit gouverneur) indigène des Philippines. Une dame espagnole, très chauvine, établie dans l'île avec son mari, de nationalité américaine, fit rédiger une requête à l'autorité, recueillant les signatures en quantité et envoya à Manila un bateau ayant des Espagnols à son bord, chargés de protester et de demander le protectorat. Le maréchal Jovellar, alors gouverneur militaire, envoya la requête au gouvernement, qui fit juste autant que la première fois. On garda la papeterie, et c'est seulement après un an d'attente que le ministre d'Etat allemand qu'on se rappela qu'il y avait quelque chose à faire.

Alors, on rédigea l'ordre d'établir des autorités régulières et d'envoyer un navire de guerre en station. Mais le maréchal Jovellar reçut l'avis qu'un navire d'Espagne venait de se faire voir en inspectant les côtes jusqu'au cap de Greus. Ce navire n'avait rien qui pût faire reconnaître sa nationalité.

Un bateau garde-côte qui se trouvait dans ces parages fit signe au vapeur de se faire connaître. Il répondit pas ; le garde-côte s'élança à sa poursuite, mais le bâtiment qu'on suppose un espion allemand se rendra à toute vapeur sur le golfe de Lion sans qu'il n'y ait le rejoindre.

Voire lecteur, DE MALLOL.

L'idée du voyage, continua M. Sagasta,

LETTRES ALGÉRIENNES

VIII

Le choléra — Nos députés
La lettre du général Négrier

Décidément le choléra fait mine de vouloir s'implanter sur nos côtes. Le microbe à virulence réclame le droit de cité, et les villes d'Oran, d'Alger et de Bône, paraissent offrir des éléments de culture favorables à son installation et à sa reproduction. Toutefois, nous n'en sommes pas encore aux cas foudroyants. Notre gouverneur général a pris avec une louable sollicitude les mesures les plus énergiques. Les fonctionnaires en congé ont été rappelés, les ordres les plus précis ont été donnés aux municipalités ; des ambulances sont créées partout où les hôpitaux ne sauraient suffire, car malheureusement les chaleurs exceptionnelles de l'été ont rempli ces derniers de malades provenant des grands ateliers de travaux publics.

L'invasion du choléra n'empêche pas nos honorables de se mettre en campagne en vue des prochaines élections législatives. C'est une invasion d'une autre sorte.

Dans le département d'Oran, plusieurs candidats sont en présence. MM. Etienne et Dessoliers, députés sortants, paraissent devoir être réélus ; toutefois l'élection de M. Dessoliers sera contestée. M. Sabatier, ancien administrateur de commune mixte en Kabylie, professeur de *sociologie* à l'école des lettres d'Alger, se présente dans la circonscription qui comprend les villes de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Mascara et Mostaganem, en concurrence de M. Dessoliers. Il est le candidat antioportuniste du département d'Oran. Ses opinions et ses principes confinent au radicalisme. M. Sabatier, s'il était nommé, ne représenterait pas à la Chambre l'idéal de l'esthétique. Il a un certain talent de parole, mais les idées chez lui sont peu mûries. Serait-il longtemps antioportuniste avec les charges de famille qui pèsent sur lui ? Huit enfants, pas de fortune, rudes seraient les tentations ; et s'il résistait, il resterait pur de toute spéculation de terrains ou de tout tripotage d'affaires, car serait un rare exemple pour ses concurrents opportunistes.

Nous ne croyons pas au succès de M. Sabatier, malgré les applaudissements dont il a été couvert dans les réunions publiques qu'il a provoquées. Les circonstances sont, du reste, excessivement favorables aux opportunistes : comme le docteur Fontanarose, ils possèdent tous les spécifiques. Ils ont des recettes contre le phylloxéra, la clavelée des moutons et la doune des juments. Ce sont les agissements des cléricaux qui ont importé la maladie dans nos vignes, le choléra sur nos côtes et les siroccos qui, cette année, ont desséchés les moissons — et les colons du département d'Oran, qui sont en ce moment dans le dénûment le plus complet, ont besoin, assurément, de toutes ces consolations.

Ecoutez M. le député Etienne : c'est à lui, à lui seul que l'Algérie doit les 55 millions (sic) de travaux que la Chambre a votés, et les chemins de fer de pénétration dans le département d'Oran vient d'être pourvu, etc., etc. ; et les applaudissements de pleuvrier hier au cirque Beynaron.

En présence de tant de mérites incontestés, l'élection de M. Etienne est assurée — du reste, il est bon enfant, on l'appelle familièrement « le gros Etienne » ; il visite les colons, embrasse leurs femmes, leurs enfants et leur chat, — se laisse taper sur le ventre, et répond à toutes les lettres. Allez donc lutter contre un candidat qui a tant d'aptitudes et c'est sérieusement que nous disons cela : *Sic tunc ad astra*, on arrive par là à contenter tout le monde et à être nommé membre du conseil d'administration d'une foule de compagnies financières, voire même de la Société des coupons commerciaux, et à se faire 100,000 fr. de revenu plus facilement qu'à élever des lapins.

M. Dessoliers (Félix), docteur en droit de huitième année, a été nommé, en un jour de pénurie, professeur suppléant à l'Ecole de droit d'Alger, où il faisait le cours de droit administratif, assurément moins bien que son père, excellent homme, ne faisait les fossés à raison de 60 centimes le mètre courant, à son arrivée à Alger, il y a de cela longtemps.

M. Dessoliers a peu compté comme député durant la dernière législature. Ses tentatives à la tribune n'ont guère mieux réussi que dans les commissions où il était appelé à faire prévaloir son opinion, et malgré sa confiance dans sa valeur personnelle, il n'a pu encore convaincre personne qu'elle existait. Bon fils, du reste, il a aidé à faire décorer son père — son frère aussi, le rival malheureux de M. Wilson à la main d'Allice — pour avoir exposé des farines qu'il n'avait pas faites.

Les opérations financières ne paraissent pas rentrer dans les aptitudes de M. Dessoliers (Félix), il préfère les acquisitions de terres en pays arabe, et à Oran on raconte, dans les couloirs mêmes de la préfecture, qu'il aide d'un certain administrateur de commune mixte, il aurait acquis à vil prix environ 2,000 hectares de terres propres à la colonisation situées entre Zemda et Zemorah. On ajoute même, toujours dans les mêmes couloirs, mais nous n'y croyons pas, que les Arabes récalcitrants à ces nouveaux procédés de civilisation étaient frappés de six jours de prison et d'amende.

Ce qui nous met en doute contre de si noires méchancetés — c'est que l'administrateur en question a eu de l'avancement et a été nommé chef de bureau à la préfecture d'Oran.

En politique, M. Dessoliers est plein d'originalité. Il promet à ses électeurs de revendiquer pour l'Algérie l'autonomie et d'aller s'asseoir sur les bords du puits de l'extrême gauche — un fois nommé, il demande la suppression du gouvernement général, et préfère les talourets capillonnés de l'opportunisme.

Tels sont, jusqu'à présent, les trois candidats en présence dans le département d'Oran. Les deux opportunistes seront nommés, par cette raison que toutes les tendances administratives sont pour la rentrée de M. Jules Ferry aux affaires.

Sans M. Jules Ferry, « ce charmeur », pouah ! l'axe du gouvernement se trouverait déplacé. Des estomacs — Rabalais appellait cela d'un autre nom — seraient obligés de se sangler ! et vous avez un symptôme de ce mouvement dans la publication qui a été faite de la lettre de M. le général de Négrier, lettre que la *Patrie* et le *Figaro* ont déclaré *apocryphe*.

En bien ! cette lettre pourrait bien ne pas être apocryphe, elle doit être entre les mains du député opportuniste Etienne qui n'a garde de s'en dessaisir.

Les probabilités sont là, Jugez-en. Lors de l'insurrection du Sud oranaise en 1881, M. le colonel de Négrier s'est fait une

notoriété de circonstance parmi les colons et les politiciens qui les flattent. Il envoya — entre la poire et le fromage — une section du génie faire sauter la kabou d'El-Abiod, près de laquelle il avait établi son campement. Cette kabou, qui remonte au douzième siècle, renfermait le tombeau des ancêtres des Oulad-Sidi-Cheikh.

C'était un acte de folie de la part du colonel. Le général Saussier, commandant en chef du 19^e corps, l'avait jugé sévèrement; mais en présence de toute la presse qui y applaudissait, il n'osa punir. Vous savez que, depuis, kabou et tombeau ont été reconstruits aux frais de l'Etat.

Les élections (août 1881) eurent lieu dans la province d'Oran, sous l'impression encore chaude de ces événements. M. Etienne, candidat, s'en empara comme d'un trophée et fut nommé député.

De cette époque datent les relations du député et du général. Aussi voyons-nous M. le capitaine Guibal, de l'armée d'Afrique, beau-frère de M. Etienne, devenir, aussitôt après son mariage, officier d'ordonnance de M. de Négrier. — Concluez.

Nous nous plaignons, du reste, à rendre justice à M. Etienne, il a le courage de ses amitiés. — Hier encore, il faisait devant 2,000 électeurs de ses amis l'éloge de M. Jules Ferry, ce cynique, dont le passage aux affaires, comme premier ministre, sera une honte pour la France.

Le mot d'ordre est donc la résurrection de la politique opportuniste, et le retour aux affaires des hommes qui l'ont personnifiée. Alors il y aura encore de beaux jours pour les coupeurs de Bourse, et les politiciens de l'armée.

5 septembre 1885.

A. ES-SADOCK.

Faits divers

Empoisonnés par des champignons. — Deux sœurs, Mmes Louise et Berthe Maury, demeurant ensemble rue d'Oran, furent prises, l'avant-dernière nuit, de douleurs d'estomac qui devinrent bientôt si vives qu'on dut requérir un médecin de nuit au poste de la rue Marcadet.

Le praticien, dès son arrivée, reconnut chez les deux malades toutes les symptômes d'un empoisonnement : l'une d'elles, âgée de seize ans, mourut quelques instants après, et l'autre ne fut sauvée qu'avec les soins les plus énergiques.

Il paraît que les deux jeunes filles, à leur dîner, avaient mangé des champignons qui pourraient bien avoir causé l'empoisonnement.

Néanmoins, un rapport a été adressé par le médecin de service de nuit au commissaire de police; celui-ci a ouvert une enquête et a fait transporter le corps de la jeune fille à la Morgue.

L'affaire du boulevard de la Chapelle. — Lanuit dernière, une bataille s'est engagée sur le boulevard de la Chapelle, en face le numéro 30.

Deux gardiens de la paix, Surville et Mathy, ont arrêté une fille Marie M., qui depuis longtemps importunait les passants.

Cette fille s'est jetée sur eux, en les accablant d'injures.

A ses cris, une vingtaine de souteneurs sont accourus et ont tenté de l'arracher des mains des agents.

Ceux-ci étaient prêts à dégalner, quand le sous-brigadier Turand et l'agent Bichon vinrent leur prêter main-forte et les protéger tandis qu'ils traînaient la fille au poste.

Suicide dans un cimetière. — Hier soir, un sieur Louis Poirier, âgé de vingt-neuf ans, ébéniste, s'est tiré un coup de revolver au cœur, dans le cimetière de Belleville.

Transporté dans un état très grave à l'hôpital Tenon, le malheureux a déclaré avoir cherché à se tuer pour cause de chagrins de famille.

Suicide sur la voie ferrée. — Un individu inconnu, qui stationnait sur le quai de la gare Paris-Bastille, s'est précipité volontairement, dimanche, sur la voie, au moment où le train 201 arrivait en gare.

Le mécanicien, qui avait aperçu cet individu, a immédiatement renversé la vapeur, mais ses efforts ont été inutiles, et, lorsque le train fut arrêté, on ne retrouva qu'un cadavre horriblement haché.

Le commissaire spécial a fait transporter les tristes débris à la Morgue.

Un canard américain. — D'après un journal du Texas, la paille de blé, dans cet Etat, arrive à de telles dimensions que la Compagnie de Baltimore et de l'Ohio l'emploie comme poteaux du télégraphe!

Enfoncée la fameuse sardine qui bouchait l'entrée du pont de Marcelle: elle n'est plus que de la Saint-Jean à côté de la paille américaine qui sert à soutenir les fils télégraphiques!

Entre propriétaires de chiens. — Une rivalité entre deux propriétaires de chiens a amené, avant-hier soir, une rixe sanglante dans le passage de Melun.

M. V... qui habite dans ce passage avec sa femme et son beau-père, possède un chien sur lequel vient sans cesse se jeter un autre chien, excité par un marchand de vin, son propriétaire.

Avant-hier, à cinq heures, la scène se renouvela. M. V... fit des observations au

marchand de vin, qui non seulement le regarda très mal, mais eut une attitude agressive.

M. V... est rentré chez lui et s'est muni d'une canne, avec laquelle il a exécuté un moulinet qui a mis en fuite le marchand de vin.

Mais, neuf heures du soir, ce dernier est revenu avec une troupe de cinq individus qui se sont mis à frapper à coups redoublés à la porte de M. V...

La femme de ce dernier est venue ouvrir et a menacé d'appeler la police au commissaire de police si le tapage continuait.

Alors un individu nommé Hall, armé d'un couteau, s'est jeté sur elle et lui a coupé presque un doigt.

M. V... et son beau-père sont aussitôt survenus et une bagarre générale s'est engagée.

Le beau-père a reçu un coup de couteau au cou et le mari a une forte contusion à la jambe. Les agents sont venus mettre fin à cette rixe et Hall a été retenu à la disposition de la justice.

Une poulie savante. — Deux gardiens de la paix, de service rue de Flandre, ont remarqué, avant-hier, un individu, dont les allures leur ont semblé suspectes.

Tout à coup cet individu s'est baissé, a saisi une poulie qui picotait près de lui dans le ruisseau et s'en est allé en l'emportant dans un sac.

Les gardiens sont partis à ses trousses, l'ont arrêté sous l'inculpation de vol d'une poulie et l'ont conduit au poste de police.

L'individu arrêté a protesté de toutes ses forces que la poulie lui appartenait, que c'était une poulie savante et que la volatilité était bien connue dans le passage Ménilmontant, où il habitait.

La poulie a été retirée du sac. Aussitôt elle s'est mise à chanter, puis, sur l'appel de l'individu, elle est allée se percher sur son épaule.

Tandis qu'un agent allait aux renseignements, les exercices de la poulie savante ont continué dans le poste de police, et le singulier dressoir n'a pas tardé à être remis en liberté.

Un précoce malfaiteur. — Un grand garçon de dix-huit ans, Charles Conseillant, journalier, a fait rencontre, avant-hier soir, dans le faubourg Saint-Martin, d'un de ses anciens camarades, Ernest B..., plus jeune que lui de quatre années, mais dont la précocité lui a déjà valu d'être enfermé à la Petite-Roquette.

— Tu ne payes rien ? a demandé Ernest B... à son ancien camarade. — C'est-à-dire, non, répondit-il. — Tu ne t'en es pas payé ? — Non, mais j'en ai l'intention, dit-il.

Le praticien, dès son arrivée, reconnut chez les deux malades toutes les symptômes d'un empoisonnement : l'une d'elles, âgée de seize ans, mourut quelques instants après, et l'autre ne fut sauvée qu'avec les soins les plus énergiques.

Il paraît que les deux jeunes filles, à leur dîner, avaient mangé des champignons qui pourraient bien avoir causé l'empoisonnement.

Néanmoins, un rapport a été adressé par le médecin de service de nuit au commissaire de police; celui-ci a ouvert une enquête et a fait transporter le corps de la jeune fille à la Morgue.

L'affaire du boulevard de la Chapelle. — Lanuit dernière, une bataille s'est engagée sur le boulevard de la Chapelle, en face le numéro 30.

Deux gardiens de la paix, Surville et Mathy, ont arrêté une fille Marie M., qui depuis longtemps importunait les passants.

Cette fille s'est jetée sur eux, en les accablant d'injures.

A ses cris, une vingtaine de souteneurs sont accourus et ont tenté de l'arracher des mains des agents.

Ceux-ci étaient prêts à dégalner, quand le sous-brigadier Turand et l'agent Bichon vinrent leur prêter main-forte et les protéger tandis qu'ils traînaient la fille au poste.

Suicide dans un cimetière. — Hier soir, un sieur Louis Poirier, âgé de vingt-neuf ans, ébéniste, s'est tiré un coup de revolver au cœur, dans le cimetière de Belleville.

Transporté dans un état très grave à l'hôpital Tenon, le malheureux a déclaré avoir cherché à se tuer pour cause de chagrins de famille.

Suicide sur la voie ferrée. — Un individu inconnu, qui stationnait sur le quai de la gare Paris-Bastille, s'est précipité volontairement, dimanche, sur la voie, au moment où le train 201 arrivait en gare.

Le mécanicien, qui avait aperçu cet individu, a immédiatement renversé la vapeur, mais ses efforts ont été inutiles, et, lorsque le train fut arrêté, on ne retrouva qu'un cadavre horriblement haché.

Le commissaire spécial a fait transporter les tristes débris à la Morgue.

Un canard américain. — D'après un journal du Texas, la paille de blé, dans cet Etat, arrive à de telles dimensions que la Compagnie de Baltimore et de l'Ohio l'emploie comme poteaux du télégraphe!

Enfoncée la fameuse sardine qui bouchait l'entrée du pont de Marcelle: elle n'est plus que de la Saint-Jean à côté de la paille américaine qui sert à soutenir les fils télégraphiques!

Entre propriétaires de chiens. — Une rivalité entre deux propriétaires de chiens a amené, avant-hier soir, une rixe sanglante dans le passage de Melun.

M. V... qui habite dans ce passage avec sa femme et son beau-père, possède un chien sur lequel vient sans cesse se jeter un autre chien, excité par un marchand de vin, son propriétaire.

Avant-hier, à cinq heures, la scène se renouvela. M. V... fit des observations au

prisé de peur, se sauva. La domestique se lança à sa poursuite, en criant, mais il a pu disparaître. M. Péardy, commissaire de police, a été informé.

LE CRIME DE LA RUE SAINT-DENIS

Le mystère le plus profond règne encore autour de l'assassinat du père Veillard.

M. Bouche, procureur de la République, est venu seul, hier matin à dix heures, sur le théâtre du crime.

Il y est resté deux heures et demie, rejoignant M. Persac, juge d'instruction, qui s'est livré avec M. Kuehn à de minutieuses constatations.

Il est parfaitement établi maintenant que c'est en rentrant chez lui que M. Marc Veillard a été frappé, à la figure d'abord, avec un instrument qu'on croit être un marteau.

Ainsi que nous le disions hier, le vol n'a pas dû être bien important.

On sait que dans la journée M. Veillard avait touché une somme de 41 francs, et qu'il a dépensé environ 6 francs. Il avait donc sur lui 35 francs au plus.

A midi, un fourgon des pompes funèbres est venu chercher le corps pour le transporter à la Morgue, où le docteur Brouardel doit procéder aujourd'hui à l'autopsie.

Dans l'après-midi, les magistrats instructeurs ont d'abord interrogé le garçon de magasin Scherer, qui a été ensuite mis en liberté. M. Henri Contin a été aussi interrogé. Il est parti avec M. Kuehn à la recherche de Joseph Contin, un autre cousin de la victime, lequel n'a pas répondu à l'invitation de la justice.

A cinq heures, les scellés ont été apposés provisoirement.

Les constatations se sont arrêtées là. Elles n'ont pas donné de résultats bien concluants. Toutefois, elles ont permis d'établir que le crime a dû être commis par deux individus. Des traces de pas, relevées soigneusement dans le sous-sol, ainsi que la présence d'excréments humains, ont été les principaux éléments de cette conviction.

L'autopsie de la victime aura lieu vraisemblablement aujourd'hui, toute la commission des Autrichiens dans l'attente, les obsèques seront fixées à jeudi.

Aujourd'hui, une nouvelle descente de la justice aura lieu pour lever le plan du théâtre du crime et pour rechercher l'instrument dont s'est servi l'assassin.

Il faudra dégranger les nombreuses piles de bambou qui se trouvent dans le magasin et derrière l'une desquelles on espère retrouver l'arme meurtrière.

La victime, M. Marc Veillard, était âgé de soixante-quatre ans. Né dans le village le plus élevé de la Haute-Savoie, près du mont Blanc, M. Veillard avait fait, sous les ordres de Victor-Emmanuel, les campagnes de la guerre de 1870-71, et avait été blessé à la tête, après le combat de Rivoli, avait été cité à l'ordre du jour.

En 1880, quelque temps après l'annexion de la Savoie, il était venu se fixer à Paris, où il s'était marié.

Il y a six ans, jour du mariage de sa fille, M. Veillard avait été nommé à la cathédrale religieuse, prit place dans la voiture de noces, d'une attaque de paralysie, qui lui enleva l'usage de la parole, et elle mourut dans la nuit.

Le père de M. Veillard est décédé, il y a deux ans, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

La victime de l'assassinat paraissait également de complexion à devenir conteuse, et si elle n'avait pas été atteinte de l'improvisiste, elle eût peut-être eu raison de ses meurtriers, car elle était de taille à terrasser deux hommes de force ordinaire.

M. Veillard vivait du produit de son petit commerce; il vendait des morceaux de bambou brut aux fabricants de cannes. Il devait se retirer l'année prochaine en Savoie.

Ses deux frères, dont l'un demeure à Montreuil-sous-Bois, rue des Hameaux, l'autre, à l'Éclair, rue de Montmorency, 40, et l'autre, 25, rue d'Albion, à Paris, avaient déjeuné jeudi avec M. Veillard, et comme s'il eût eu un pressentiment, ce malheureux, qui aimait à faire la cuisine, leur dit : « Mangez bien, qui sait si ce n'est pas la dernière fois que nous dînerons ensemble de ces bons petits plats de ma confection ? »

Le frère, qui était à Montreuil et n'a été prévenu par son neveu du malheur qui le frappait que dans la soirée d'avant-hier, n'a pu se rendre à Paris qu'hier matin.

Une déposition très importante a été faite, dans la journée d'hier, par Mme G..., couturière, demeurant rue de Thorigny.

Cette dame avait une robe à livrer, samedi soir, à une cliente, Mme A..., qui demeure rue Saint-Denis, 253, dans le troisième corps de bâtiment.

Mme G... est arrivée rue Saint-Denis, entre dix heures et dix heures moins un quart.

Dans le couloir, au pied de l'escalier, elle a rencontré deux jeunes gens, l'un coiffé d'un chapeau de feutre noir, marron, et l'autre d'un chapeau de paille blanc.

Ces deux individus causaient entre eux avant de s'engager. Le plus grand fumait une cigarette.

Tous deux se sont rangés à son passage, en ayant l'air d'épier. L'un s'est en quelque sorte tapé sur l'escalier près de la porte de la cave.

Quand Mme G... a commencé à monter, ils ont fait mine de s'éloigner en chantonnant.

Mme G... n'a pas trouvé la cliente chez qui elle se rendait, et elle est redescendue aussitôt dans le couloir, elle n'a plus rencontré personne.

Il est très probable que les indications fournies par Mme G... auront pour résultat l'arrestation des assassins.

— Elle a un nom. Mademoiselle est de trop pour une petite fille.

— Je me nomme Marcelle.

Elle baillotta cette réponse en invitant d'un sourire timide, son cousin à obéir à sa mère.

— Eh bien, Marcelle, vous plaisez-vous dans notre village ? lui demandait-il.

— Je crois bien, déclara Mme Ledoyen. Elle prétend que ma maison est le Paradis terrestre. Le parc surtout est pour elle une source intarissable d'enchantements; elle était cependant habituée aux splendeurs florissantes du parc de Saint-Germain.

Il y eut un silence.

— La, maintenant que vous avez fait connaissance, dit Mme Ledoyen, retournez à vos occupations, ma fille.

Marcelle ne se le fit pas répéter.

— C'est encore un sauvignon, continua-t-elle des qu'elle fut sortie. Elle se débrouilla peu à peu.

— Quel âge a-t-elle ?

— Douze ans.

— Alors elle raconta tout ce qu'elle avait appris du passé de l'enfant et de sa famille. Elle n'omit pas un détail du lamentable drame, jusqu'au jour où, abandonnée seule dans son pauvre logis, déserté par l'Alphonse qui la mort avait emporté et par les jumeaux installés depuis quelques temps à l'orphelinat, elle trouva Marie, attendant, en tremblant, les résultats de l'appel bienfaisant du journalisme.

— Ce n'est pas tout de s'être chargé d'elle, insinua Frédéric qui faisait toujours les choses grandement, il va falloir lui faire donner de l'instruction. Elle doit être ignorante comme une taupe.

DEPARTEMENTS

Seine-Inférieure. — Dans la nuit de samedi à dimanche, des malfaiteurs se sont introduits dans l'église Saint-Jacques, à Dieppe, après avoir fracturé le grillage d'une croisée de la chapelle du Saint-Sépulchre; ils ont défoncé sept troncs à l'aide d'un ciseau à froid et en ont pris le contenu.

— Dans la même nuit, l'église de Neuchâtel a été visitée par des voleurs, qui, après s'y être introduits en brisant une verrière, se sont emparés du contenu des troncs qu'ils ont descellés.

Isère. — Hier matin, des détonations successives se faisaient entendre au n° 6 de l'avenue Thiers, à Grenoble, où sont situés les bureaux et l'appartement de M. Gaillard, directeur de la succursale du Grand Crédit français.

Un rassemblement se forma aussitôt devant la maison dans laquelle pénétrèrent plusieurs personnes.

En entrant dans l'appartement privé de M. Gaillard, elles semblèrent épouvantées à l'aspect du terrible spectacle qui s'offrait à leurs yeux.

M. Gaillard était étendu sans vie au pied du lit, tenant dans sa main un revolver encore fumant; sa femme gisait à côté de lui, dans une mare de sang.

L'enquête semble établir que la jalousie a poussé M. Gaillard à commettre ce meurtre. Sa femme, qui était allée à Chambéry livrer des marchandises, n'était pas rentrée dimanche soir.

Elle s'est présentée hier matin seulement au domicile conjugal. C'est, sans doute, après de très vives explications que le mari, exaspéré, l'a tuée et s'est ensuite suicidé.

NOUVELLES JUDICIAIRES

La cour d'assises de la Seine a condamné, hier, à la peine de mort, Charles-Louis Birckel, dit Lallemand, convaincu d'assassinat sur la personne d'un de ses amis, nommé Spreiber.

GAZETTE THÉÂTRALE

A LA RENAISSANCE

Hier soir, le théâtre de la Renaissance a fait une brillante réouverture en donnant la reprise du *Procès Veranda*. Cette comédie retrouvait un de ses créateurs, Saint-Germain. Quelle bonne fortune pour le directeur de la Renaissance d'avoir su attirer à lui cet artiste ! On peut dire que ce n'est pas seulement la gaité qui *venait* à la Renaissance, mais encore l'esprit; avec quel esprit, en effet, Saint-Germain joue son rôle inimitable de l'Amirant. Toute la troupe du reste, joue avec le meilleur entraînement le petit chef-d'œuvre de MM. Delacour et Hennequin.

Après-demain jeudi, à la Comédie-Française, début de M. Albert Lambert fils, dans *Ruy Blas*.

Aujourd'hui, à la Renaissance, lecture de trois actes nouveaux de MM. Fabrice Carré et Maurice Desvallières.

Titre : *Un duel s. v. p.*

La pièce passera aussitôt après le *Procès Veranda*, elle eût peut-être eu raison de ses meurtriers, car elle était de taille à terrasser deux hommes de force ordinaire.

La rentrée de Mme Heilbron à l'Opéra-Comique aura lieu soit dans *Manon*, soit dans la *Nuit de Clophère*. On n'est pas encore fixé sur celui de ces deux ouvrages que le répertoire en cours permettra de mettre à la scène, cette rentrée n'ayant lieu que dans le courant d'octobre.

Après une indisposition de huit jours, Mlle Davray a repris hier soir, dans les *Petites voisines*, le rôle de Claire qu'elle avait créé au Palais-Royal et que sa camarade Emma Bonnet avait très agréablement joué en son absence.

M. Got s'était vu, le 27 mars dernier, refuser par le tribunal le droit d'adopter M. Jean-Médéric Malpert, employé à la Société générale.

Le doyen de la Comédie-Française ne se tint pas pour battu : il alla devant la Cour d'appel.

Celle-ci a rendu un arrêt qui autorise M. Got à adopter M. Malpert, et cet arrêt est affiché à la porte de la mairie du deuxième arrondissement, rue de la Banque.

M. Georges Thomas, ex-pensionnaire de la Comédie-Française, vient de signer avec M. Mayer, directeur du Théâtre-Français à Londres, un engagement pour la saison d'hiver.

Vu les nombreuses demandes, l'Hippodrome aura jeudi en matinée la pantomime *Au Congo*.

On annonce pour le dimanche 20 septembre une grande fête et un concours de gymnastique, qui aura lieu dans le Jardin du Palais-Royal, sous le patronage de la municipalité du 1^{er} arrondissement et du syndicat du Palais-Royal.

Cette fête est donnée au profit des Œuvres de Bienfaisance de l'arrondissement, et promet d'être des plus brillantes.

Voici le programme du concert qui aura lieu le jeudi 17 septembre, au Jardin d'Acclimatation :

Première partie : Marche hongroise, 1^{re} audition (Schott), Smith Sidney.

Ouverture de la Fête du Village voisin, Boteldieu.

Fantaisie sur les Huguenots, Meyerbeer. Chants du Pays, valse, Lentz.

Deuxième partie : Le Pardon de Ploermel, Meyerbeer. Caprice-polka pour clarinette (exécuté par M. Salingue), L. Mayeur.

Obéron, fantaisie, Weber. Don Pasquale, Donizetti.

G. DORANTE.

SPORT

COURSES A VINCENNES

RÉSULTATS

Prix de Gravelle. — 2,000 francs. — Distance, 800 mètres.

1. La Madeleine, 20/1, à M. Michel Ephrussi (Kearney).

2. Robert-Bruce, 5/1, au comte d'Arlot de Saint-Saut (Rofe).

3. Valseuse, 12/1, à M. Ch. Prat (Hartley).

Non placés : Fontaine-Française, l'Eclair, Marquis, Hironde, Madame-Cardinal, Regard, Hémisphère, Scapione, Questeur, Finesse II et Savane.

Gagné de trois quarts de longueur; le troisième à deux longueurs.

La gagnante réclamée 4,670 fr. 95 par M. C. Blanc.

Prix des Gobelins. — 2,500 francs. — Distance, 2,100 mètres.

1. Mahmoud, 4/5, à M. P. Derrière (Rofe).

2. Robert-Bruce, 7/1, au comte de Julligné (Hartley).

3. Ecorce, 8/1, à M. F. Sieber (Lane).

Non placés : Kroumir et Duchesse.

Gagné d'une longueur et demie; le troisième à deux longueurs.

Le vainqueur réclamé 6,095 fr. 70 par son propriétaire.

Prix National. — 4,000 francs. — Distance, 4,500 mètres.

1. Ermengarde, 4/5, à M. A. Lupin (Hunt).

2. Ninetta, 7/4, à M. L. Delatre (Carrat).

Non placés : Virgile, Succès, Parthenay, Verveux, Dignitaire, Légation, Asdrubal et Beau-de-Sain.

Gagné d'une longueur et demie; le troisième à six longueurs.

Prix de Reuilly. — Handicap. — 3,000 francs. — Distance, 2,000 mètres.

1. Armoricaine, 12/1, au comte de Morny (Hunter).

2. Eglérie, 6/4, au baron de Rothschild (A. Wood).

3. Balancelle, 5/1, à M. Michel Ephrussi (Kearney).

Non placés : Chasseur, Portez-Armes et Macreuse.

Gagné d'une longueur; le troisième à une demi-longueur.

AVIS ET COMMUNICATIONS

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

FABIEN SAINT-HILAIRE, chir.-dentiste, 2, rue de Louvois (de 10 h. à 5 h.)

Tirage d'obligations

